Brésil : « Une stratégie est pour triompher du capital »

mercredi 23 juillet 2008, par [ARAUJO Luciana](#), [MAURO Gilmar](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juillet 2008).

Dirigeant national du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), Gilmar Mauro s'exprime pour *Debate Socialista* (revue animée par un courant du PSOL - Parti du Socialisme et de la Liberté - auquel adhère, entre autres, Plinio de Arruda Sampaio, un des concepteurs de la réforme agraire que le gouvernement Lula n'a pas appliquée) sur le projet démocratique-populaire, sur la nécessité de dépasser l' « étapisme », sur les perspectives d'une réarticulation des mouvements sociaux et sur la gauche combative.

Dans cet entretien, accordée à Luciana Araújo, Gilmar Mauro parle aussi de l'actualité de la révolution socialiste et des réflexions que le MST est en train de mener et il esquisse un bilan de la réforme agraire sous le gouvernement de Lula, en prenant en compte la nouvelle configuration que donne à la lutte pour la terre l'expansion de l'agronégoce. [Présentation de A l'encontre.]

Debate Socialista : Comment le MST considère-t-il aujourd'hui la politique agraire du pays, et plus particulièrement les nouvelles initiatives prises par le gouvernement Lula ? Quel scénario le mouvement voit-il pour la lutte pour la réforme agraire sous le gouvernement de Lula ?

Gilmar Mauro : D'abord, nous au MST, nous n'avons jamais nourri aucune illusion sur le fait qu'une réforme agraire ample, qui démocratiserait effectivement l'accès à la terre et aux moyens de production, ne pourrait jamais être menée par aucun gouvernement, fût-il de gauche, dans le cadre du système capitaliste. Cependant, nous espérons tout de même que cette réforme pourrait avancer plus, qu'au moins les « désappropriations » [selon la constitution des terres de grands latifundistes peuvent être « désappropriées » si elles ne sont pas cultivées, mais contre versement d'une sorte d'obligation d'Etat] pourraient se produire en plus grand nombre. Et enfin que les conditions seraient créées pour que le processus puisse avancer.

Mais, selon nous, on a avec le gouvernement Lula très peu avancé en termes de désappropriations et en termes d'affrontement avec le latifundium. Tout au contraire. Les petites avancées que l'on a obtenues par la lutte sont comme annulées par la croissance de l'agronégoce. A mesure que quelques familles de sans-terre s'installent, l'agronégoce lui avance en direction d'autres terres dont une nouvelle vague de personnes sont à nouveau délogées.

Les principales terres sont aujourd'hui en train d'être convoitées par les grandes entreprises et le capital financier se faufile dans l'agriculture comme à aucun autre moment historique. La bataille autour des terres agricoles est devenue beaucoup plus intense. S'il y a quelque temps encore, on considérait le latifundium improductif comme étant le principal ennemi, c'est aujourd'hui le grand

capital financier qui est le principal ennemi. Et cela nous place devant un scénario d'affrontement d'un type nouveau. C'est cela la réalité d'aujourd'hui : une lutte pour la terre qui passe par l'affrontement avec le grand capital.

Parce que, en plus de se trouver face à des grands conglomérats puissants, nous nous trouvons également confrontés, d'un point de vue concret, à toute une législation, laissée par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso [président de 1995 à 2002] et en rien modifiée par le gouvernement Lula et que nous appelons le « plâtras autoritaire ».

Avec cela, on assiste à un processus croissant de criminalisation du mouvement social et de violence. Une seconde question, du point de vue politique, ce sont les campements qui n'ont d'autre choix que celui de bien s'intégrer dans la logique de l'agronégoce et donc du marché, ou bien de se trouver complètement marginalisés.

C'est donc à un dilemme difficile auquel on s'affronte. Peu de crédits [étant donné la politique budgétaire et les choix explicites des élites du gouvernement] sont disponibles et la lutte pour l'obtention de ces ressources a été une lutte très ardue.

Ce sont donc là les défis face auxquels l'actualité nous place. Ils sont différents de la décennie de Fernand Henrique Cardoso, quand il n'était d'ailleurs même pas question de réforme agraire, où il y avait un affrontement d'un autre type, dans lequel vous aviez beaucoup plus d'alliés, le PT [Parti des travailleurs] lui-même et différents secteurs de la société qui aujourd'hui sont au gouvernement et qui adoptent eux-mêmes ce type de position.

Comment le MST évalue-t-il le processus de réorganisation des syndicats et des partis qui s'est produit au Brésil ?

Gilmar : D'abord, je pense que nous vivons encore actuellement la fin d'un cycle qui a conduit les mouvements sociaux, depuis les années 1970, sur un chemin qui a réuni toute la gauche autour d'un projet démocratique-populaire. Ce cycle ne prend pas fin d'une heure à l'autre, mais nous nous trouvons dans une phase où le nouveau cycle n'a pas encore surgi et où l'ancien n'a pas encore disparu, phase dans laquelle il faut sortir des rêves et mener des réflexions.

Mais il y a de nouvelles initiatives de regroupement, de réorganisation, etc. Le MST mise clairement sur cette perspective de réorganisation tant des mouvements sociaux que des structures politiques et des instruments politiques. Actuellement, le MST vit lui aussi un processus de métamorphose interne. Cela fait partie du passage du cycle antérieur au cycle nouveau.

Je pense que nous sommes en train d'avancer dans l'établissement de quelques priorités politiques. Par exemple, avec qui chercher des alliances stratégiques ? Avec qui continuer à développer le conflit, la lutte des classes qui s'affronte à la logique de l'Etat bourgeois et du capital et avec qui développer des luttes ? Cela est fondamental actuellement, ne serait-ce que pour ne pas nous perdre. Et il faut s'adresser à des organisations ayant effectivement une base populaire. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas dialoguer avec d'autres secteurs.

Nous devons dialoguer avec de larges secteurs. De notre côté, en termes d'alliances prioritaires, nous entretenons de bonnes relations avec quiconque dispose de bases populaires ou la perspective de réunir des gens de façon effective, parce que dans la lutte politique, ce qui compte aussi, c'est la force organisée.

Ce que nous devons combattre en permanence dans cette période ? Les politiques des hégémonismes, de l'avant-gardisme, de l'« adhésisme » au gouvernement. Ce que nous devons nous, c'est aider les mouvements. Non pas parce que nous nous croyons supérieurs, mais parce que

nous voulons construire de nouveaux instruments organisationnels.

L'une des questions qui est posée c'est celle par exemple du prolétariat agricole. Comment organiser celui-ci ? Comment le MST s'engage-t-il dans cette perspective qui fait partie de la confrontation avec la logique du capital dans les campagnes ? C'est chose particulièrement complexe dans les campagnes parce que vous y avez aussi le travailleur qui travaille dans la production de l'éthanol [produit sur la base, pour l'essentiel, de la canne à sucre, dans des usines de plus en plus grandes]. Donc ce n'est pas seulement le prolétariat agricole, comme le coupeur de canne, il y a d'autres secteurs de la classe ouvrière. Et comme il en va pour les différents secteurs de la classe ouvrière, il en va de même pour le mouvement syndical.

Nous nous sommes passablement rapprochés de l'Intersyndicale [opposition syndicale dont des secteurs sont en dehors de l'officielle CUT et d'autres internes], en ce sens que celle-ci incarne un processus de reprise de la lutte syndicale, voire de récupération de syndicats ayant un profil de gauche, processus d'ailleurs différent de celui par lequel la CUT s'est transformée. Avec Conlutas [la Coordination nationale des luttes qui vient de tenir début juillet son Congrès à Bettim, dans l'Etat du Minas Gerais], nous avons aussi des relations et nous en aurons encore à l'avenir.

Cela signifie que c'est sur le terrain de la confrontation que les alliances politiques doivent être construites en priorité. Cependant, nous vivons une période où les gens ressentent un grand besoin de dialoguer avec d'autres forces. A l'intérieur du PT, il existe également des secteurs très intéressants, comme c'est le cas du PT de Limeira [commune près de Campinas, dans l'Etat de SP] et de Pontal do Paranapanema [région à l'ouest de l'Etat de SP], qui sont pour nous des alliés.

Il est donc nécessaire d'établir des liens politiques avec des secteurs variés et larges. Même si ce n'est peut-être pas une alliance stratégique, le dialogue est fondamental. Les défis face auxquels nous sommes actuellement :

1° reconstruire à partir de ce qui existe des liens de solidarité et de communauté de luttes entre les mouvements sociaux, parce que les problèmes qui nous affectent concernent aussi les autres ;

2° chercher ensemble à développer un processus d'analyse, d'études et de discussion sur la phase actuelle du capitalisme, sur les changements qui sont en train de se produire, sur les classes et dans leur configuration présente ; puis nous fixer des objectifs ;

3° comment organiser des secteurs larges de la classe ouvrière ? Les précarisé·e-s, les sous-employé·e-s, les « tertiarisé·e-s » [sous-traitance], etc. ? Nous sommes en difficulté, mais le mouvement syndical et le mouvement populaire aussi. Quant aux larges masses que nous pourrions nommer génériquement « la classe ouvrière », « le prolétariat », elles ne se trouvent aujourd'hui pas seulement au Brésil, mais dans le monde entier.

4° Un quatrième défi est celui de savoir comment construire un projet politique commun, et peut-être, en dédoublement de ce point, un cinquième qui serait un plan d'action commun pour fuir de l'immédiatisme [avec des objectifs dictés par la situation immédiate]. Il est nécessaire de donner des réponses immédiates, mais également de regarder vers le moyen terme.

Et quelles seront pour vous les bases programmatiques permettant la construction d'un nouveau projet stratégique ?

Gilmar : Là-dessus il existe également un débat interne intense dans le MST. A mon avis, dans le débat que nous sommes en train de mener à l'intérieur et avec les autres secteurs de la gauche, il est nécessaire de dépasser une partie des idées autour du projet démocratique-populaire qui ont défini notre façon d'agir jusqu'à maintenant. C'est ma manière de voir, c'est donc une perspective

très personnelle.

Nous devons absolument dépasser la logique du projet stratégique qui est actuellement en cours, à savoir un « national-développementalisme », un projet qui inclut certes quelques mesures telles qu'un contrôle des moyens de communication par exemple. Mais ce n'est qu'un pis-aller. Ce sont des réformes que la gauche a toutes élaborées en tant que projet stratégique : un certain contrôle du capital financier ou un certain type de politique des taux d'intérêts...

Tactiquement, vous pouvez même défendre ce type de propositions, mais ce n'est pas un projet stratégique, d'abord parce qu'elles ne vont pas atteindre l'essence du capital. Ce sont des revendications d'une classe moyenne radicalisée et opposée aux monopoles.

Bon, mais l'exploitation de la classe, c'est la logique même du capital, l'accumulation de richesses et sa concentration-centralisation. C'est ce que j'ai dit avant : il n'y a pas de place pour un « tu me donnes un petit peu du capitalisme ».

Pour moi, le projet stratégique passe donc par le dépassement de la vision selon laquelle il existerait un mauvais capital, qui est le financier, et un bon capital, qui est le productif. Il y a un entrelacement que Lénine avait déjà mis en lumière quand il a écrit le L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. Mais il y a encore beaucoup d'illusions sur cette question au sein de la gauche.

Le projet stratégique, de mon point de vue, c'est la défense du socialisme, et il n'y pas d'étapes, de logique du genre de « nous allons coincer la bourgeoisie brésilienne avec un projet de quelques contrôles et ensuite, au moment où nous aurons accumulé des forces, nous leur assénerons un coup ». Personne ne va croire à une telle histoire. Il n'y a d'ailleurs pas un seul brave bourgeois qui défende un projet national [face à l'impérialisme].

Pourquoi serait-ce donc à nous de défendre un tel projet ? Le projet stratégique de la classe ouvrière, des « masses laborieuses » est le dépassement de l'ordre du capital. Et cela doit plus que jamais être discuté non seulement avec nos membres et dans nos milieux, mais aussi avec l'ensemble de la société. Parce qu'à poursuivre dans la logique du capital, nous n'aurons peut-être dans quelque temps même plus d'humanité ! La question du socialisme ou de la barbarie est plus que jamais d'actualité. Et nous aurons de la chance s'il nous reste encore ce choix.

C'est pour cette raison que le projet socialiste se pose aujourd'hui. C'est ça le projet stratégique, et ce n'est pas facile. Parce que la majorité de nos organisations restent encore avec des idées sur le projet démocratique-populaire, projet immédiat pour lequel nous devons nous battre de suite, je veux bien.

Moi je n'ai pas de problème avec le fait que l'on puisse avoir un projet de type revendicatif, cependant, il est nécessaire d'avoir clairement à l'esprit que nous n'allons pas retrouver un Etat de bien-être social, comme nous l'avons connu. Cela appartient au passé.

Le programme de revendications doit pointer au-delà du possible - dire que cet Etat ne va pas satisfaire les besoins, qu'il ne le peut pas à l'intérieur de la logique du Capital. Donc, c'est un programme qui lie les besoins immédiats de la population (ce qui est indispensable si on ne veut pas rester détaché de la réalité, avec un programme suspendu dans l'air) au dépassement même du système. C'est cette conjonction que, selon moi, nous devons faire : un programme stratégique qui pose ouvertement la défense du socialisme, en même temps que les besoins du quotidien et la nécessité de débat.

Cela remet donc à l'ordre du jour l'actualité de la révolution socialiste ?

Gilmar : Certainement. Je n'ai aucun doute là-dessus. C'est là une des questions fondamentales. Maintenant, il est également nécessaire d'approfondir cela. Par exemple, qui est sujet historique [du changement radical] aujourd'hui ? C'est le prolétariat, mais comment se configure le prolétariat aujourd'hui ? Comment est-il organisé, où est-il et comment faut-il l'organiser ?

Parce que nous, nous ne parvenons pas à nous adresser à lui. Il ne suffit pas, en tant que catégorie théorique, de définir qui est le prolétariat. Je n'ai aucun doute sur le fait qu'il existe, parce que c'est le prolétariat qui produit tout ce qu'il y a, c'est donc lui qui a la possibilité de comprendre la réalité dans sa totalité. Chose dont un bourgeois ne dispose pas.

Mais maintenant, comment organiser ce prolétariat à l'intérieur d'un projet qui conduit au dépassement même de ce projet ? Un autre thème : ce que l'Etat est actuellement et quelles fonctions il remplit.

On parle d'« Etat minimum », mais aux Etats-Unis, on est actuellement en train de dépenser des milliards pour sauver les banques. C'est l'Etat qui fait cela, avec l'argent public. Et si on prend l'Etat au sens large, en nous référant à Gramsci ? Au Brésil, vous avez 270 mille ONGs [Organisations non-gouvernementales] et institutions disséminées à travers tout le pays qui défendent le statu quo. C'est bien l'Etat au sens large qui agit et cela rend beaucoup plus complexe notre réalité que ce n'était le cas dans la Russie de 1917.

L'on est en train de vivre une nouvelle étape. Et celui qui ne parvient pas à interpréter ce moment et à comprendre qu'il y a eu des changements, va difficilement pouvoir avancer dans l'établissement d'une stratégie d'accumulation de forces pour la révolution.

Moi je défends en particulier le fait qu'une organisation politique faite pour le monde d'aujourd'hui devrait conjuguer ces deux aspects du point de vue stratégique : un projet socialiste clairement défini en même temps que des revendications, qui constituent la réalité objective de notre peuple.

Du point de vue organisationnel, il faut une véritable organisation qui fonctionne partout, sur tout le territoire [allusion à l'immensité territoriale du Brésil et aux différences qui marquent ce pays, ainsi qu'à l'éventail social], et qui ne regroupe pas seulement telle ou elle catégorie. Là-bas, dans la périphérie, où se trouvent l'employée domestique, le précaire et le chômeur, ce dernier qui en plus des problèmes propres au travail se trouve confronté à une série de problèmes en raison du manque de politiques publiques.

Une organisation politique doit donc dialoguer avec les personnes réelles et objectives qui vivent quelque part dans ce pays. Le prolétariat, en tant que catégorie théorique, c'est tout cela, mais ce prolétariat vit dans un certain lieu, il a sa subjectivité, il mange, il boit et fait l'amour. Si nous ne dialoguons pas avec ces gens, comment pourrions-nous faire la révolution ?

La révolution ne surgit pas d'une heure à l'autre. Il est nécessaire de construire une organisation à partir du local, en discutant les problématiques locales et en élaborant sur ce qui est local. Non pour tomber dans cette logique post-moderne selon laquelle il n'y a pas de totalité, mais que du particulier. Mais il est nécessaire de retrouver cet aspect du local afin de l'intégrer dans la totalité d'une organisation pour permettre d'aller au-delà de ce qui a été construit jusqu'à aujourd'hui.

Je pense que ce sont là les grands défis pour la gauche dans la prochaine période. Je défends l'idée de la construction d'un mouvement politique en vue de la construction du pouvoir populaire. Et puisque nous entrons dans la logique de la révolution, il faut absolument fuir cette logique de la « prise d'assaut du pouvoir », comme si celui-ci se trouvait dans un local et qu'il était nécessaire de s'en emparer. Il est nécessaire de prendre le pouvoir, je n'ai pas de doute là-dessus. Mais sans

mettre en échec l'Etat bourgeois, cela va être difficile d'implanter et de construire une autre logique. Et pour mettre en échec cet Etat bourgeois, c'est précisément le pouvoir populaire qu'il est indispensable de construire.

Vous avez parlé du dépassement du projet démocratique-populaire et c'est un débat qui est apparu souvent dans les propos de plusieurs camarades du MST. Selon vous, qu'est-ce qui risque le plus de faire échouer ce projet ?

Gilmar : Certaines choses, je les ai déjà commentées, à savoir la question du socialisme et des projets de réformes pour arriver jusque-là. Mais je pense que l'élément essentiel pour que nous puissions faire une critique correcte du projet démocratico-populaire, c'est de tirer les leçons de cette construction.

Tirer les leçons ne signifie pas mettre cette construction à la poubelle, parce que nous tous, nous en avons fait partie et qu'elle a joué son rôle. En second lieu, il s'agit de tirer les leçons de notre propre pratique. Qu'avons-nous fait d'erroné ? Pour ne pas tomber dans une logique simpliste consistant à dire seulement que c'est « la direction qui a trahi ». Parce qu'alors nous pouvons arriver à la conclusion que les directions du monde entier ont trahi. Ce serait trop simple d'attribuer toutes les erreurs commises à la manière de conduire d'une direction.

Y a-t-il trahison ? Y a-t-il erreurs ? C'est évident qu'il y en a. Mais il n'y a pas que cela.. La bourgeoisie aussi a joué son rôle dans ce scénario. Le projet néolibéral n'a pas seulement été une réponse au socialisme, mais aussi à la crise du capitalisme, et ce nouveau modèle d'organisation a été victorieux. Et il y a aussi l'aspect des transformations économiques qui ont été promues par le projet néolibéral dans la dernière période.

En troisième lieu, il y a cette vieille idée de l'étapisme. « Bon, maintenant nous ne pouvons pas parler de socialisme parce que nous devons dialoguer avec la société. Nous devons donc lutter pour une réforme agraire parce que cela va permettre de se confronter au latifundium et créer les conditions. Nous devons être anti-impérialistes parce que c'est très important, anti n'importe quoi d'ailleurs , parce que c'est important, mais le socialisme, nous le laissons de côté pour le moment, parce que ce n'est pas le bon moment pour l'instant et que c'est nous qui déciderons de l'heure favorable ».

Bon, c'est vrai que Lula est mauvais, le PT aussi et l'on pense que si on élisait quelqu'un d'autre, celui-ci pourrait résoudre une partie des problèmes. Je ne crois pas en cela. Je crois que ce qu'il y a, ce sont des processus.

Le rôle de l'individu dans l'histoire est très important, je ne le nie pas. Mais comme disait Rosa Luxemburg, il vaut mieux une erreur commise par l'expérience concrète puisée dans la lutte des masses que la meilleure décision prise par le meilleur comité central ou le meilleur individu. Et élire quelqu'un d'autre ne va rien résoudre. Vous pouvez prendre Zé Maria [dénomination de José Maria de Almeida, militant largement connu et apprécié, dirigeant reconnu de Conlutas et membre du PSTU], comme président du Brésil, celui-ci ne pourra rien faire s'il n'a pas une structure organisationnelle d'un type nouveau. Le Hamas, en Palestine, constitue à ce titre un exemple très intéressant en termes de structure.

Chez nous, beaucoup de gens disent : « Ah, nous avons besoin de notre Chavez ». Mais le Brésil est le Brésil et le Venezuela est une autre histoire. Même s'il est vrai que ce serait bien d'avoir ici un Chavez, que ce serait en tout cas bien mieux que Lula.

Cependant, le processus de révolution ne va pas être décidé à cause d'une personne, c'est un

processus. C'est ce que je pense. Parce que même pour que la révolution puisse durer dans le temps, il faut qu'il y ait ce processus.

Le vieux débat sur l'accumulation de forces ?

Gilmar : Il y a une accumulation de forces à laquelle il faut réfléchir. Qu'est-ce qu'une accumulation de forces ? Il faut aussi un débat politico-organisationnel et méthodologique sur le type de forme organisationnelle que nous voulons. Toujours selon un point de vue tout à fait personnel, les formes organisationnelles du XX^e siècle ont donné des résultats pour cette époque, mais, aujourd'hui, tout cela n'est plus suffisant pour affronter notre réalité mondiale complexe. Il est donc nécessaire de discuter de quelles nouvelles formes organisationnelles nous voulons établir. Mais objecterez sans doute : « Vous restez seulement dans l'analyse et Marx avait déjà dit que la tâche des philosophes n'était pas seulement d'interpréter, mais de transformer le monde ». Mais l'interprétation fait partie du processus de transformation. Parce que vous ne pouvez pas séparer, à partir de la praxis, ce qui est analyse et ce qui est réalité objective. Sinon ce n'est pas de la praxis.

Et le MST est très fortement engagé dans ce débat. Je suis très optimiste quant au débat interne. Je pense que le MST vit un processus de maturation. Peut-être plus lent que dans d'autres secteurs, mais très consistant. Et je pense que dans la prochaine période, il va se produire un saut qualitatif très important à l'intérieur du MST.

Cette analyse lance un défi de plus à la gauche de « rassemblement », à savoir la tâche de la formation. Cela est également quelque chose qui s'est perdu au cours des vingt dernières années dans la plus grande partie de la gauche.

Gilmar : Certainement, et même la gauche critique n'organise plus la formation aujourd'hui. Je plaisante avec des syndicalistes, je suis ami de beaucoup de gens du PSTU [Parti socialiste des travailleurs unifié qui publie l'hebdomadaire Opinion socialiste], de l'Intersyndicale, et toujours je leur demande : « Qu'est-ce que tu es en train de lire maintenant ? » Pas seulement le journal ou des petits trucs d'actualité, mais de la lecture sérieuse. Et quels sont les militants qui sont en train d'étudier ? Quelles sont les organisations qui sont en train d'investir pour que leurs militants fassent des études sérieuses ? Cela est un problème objectif. Vous voulez savoir comment le futur va être ? Regardez le présent. Et cela me décourage, d'une certaine façon.

Nous pouvons penser que l'histoire avance sur le mode « pilotage automatique » et qu'un de ces jours les masses vont se lever et que nous devons alors être devant pour les conduire à bon port... Mais qui est-ce qui va diriger là-bas, devant, le processus que nous sommes en train de construire aujourd'hui ? Je sais bien que lors d'un processus de crise, comme celui qui nous vivons, le processus de formation de cadres est plus lent.

Mais si vous n'investissez pas là-dedans, cela va être pire encore. Parce que la crise, aussi profonde soit-elle aujourd'hui, peut encore s'aggraver, à la manière de celle de 1929. Quels seraient alors les scénarios ? Nous avons besoin de discuter de cela et je pense que personne n'est en train de le faire. Je plaisante toujours avec mes camarades sur le fait qu'à l'heure où viendra une crise sérieuse, ils trouveront encore moyen d'aller parler à la télévision de ce qui se passe. Parce que la gauche a perdu la capacité de se mettre ensemble, de prendre des décisions, d'anticiper.

Revenons-en à l'action du MST. Il y a les journées d'« Avril Rouge » [mois d'action organisé cette année par le MST pour lutter contre les violences dans les campagnes et pour la réforme agraire]. Mais ensuite, quelles sont les perspectives de lutte du Mouvement des Sans-Terre pour cette année 2008 ?

Gilmar : Je pense que cette année se terminera plus tôt, en raison de la campagne électorale, entre autres [campagne électorale pour les municipales]. C'est bien naturel. Une partie de la gauche va participer à la bagarre des élections, ce qu'il faut bien faire sur le plan tactique. Nous avons déjà commencé cette année avec diverses mobilisations.

Au cours du deuxième semestre 2008, nous allons organiser plusieurs séminaires et réunions. L'idée est aussi de travailler, ici à São Paulo, en collaboration avec les autres mouvements. Ce processus d'analyse et de réflexions communes existe déjà. Je pense que c'est une expérience intéressante que celle qui est en train d'être menée à Rio de Janeiro de mettre ensemble tous les mouvements sociaux. Ils ont réuni entre 80 et 90 mouvements sociaux dans une réunion plénière, et ont essayé de faire une analyse commune et d'établir un agenda commun de lutte. Nous allons à l'avenir également faire des propositions dans ce sens. Mais, dans l'immédiat, nous allons commencer, ici à São Paulo, par lancer un appel en direction des autres mouvements, comme cela a été fait à Rio de Janeiro.

Je suis très pessimiste quant à la réalité objective dans laquelle nous vivons (mouvements fragmentés, affaiblis, perte de certains alliés, peu de luttes sociales), mais je suis très optimiste quant aux perspectives. Parce que je pense qu'à aucun autre moment de l'histoire, nous n'avons eu autant d'éléments à être mis sur la table avec autant de clarté et de perspective en vue d'affronter non seulement les luttes corporatives, mais également la logique du capital, afin de pouvoir garantir la survie même de l'humanité à plus long terme...

C'est cela le côté positif et également stimulant. Cela peut engendrer un processus d'articulation [d'alliance] politique qui conduise au moins à fortifier un contrepoids à la logique hégémonique dominante [du PT]. Ce n'est pas encore la révolution, mais ce sont certainement des résistances très importantes qu'il faut absolument construire afin que, dans le futur, nous ayons effectivement des forces pour faire la révolution.

P.-S.

* Publié en français sur le site de « A l'encontre » (Traduction A l'encontre).